

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 19 OCTOBRE 1978 — N° 772

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Vote du budget à l'Assemblée FLAMBEE DES PRIX POUR 79

Le gouvernement veut récupérer cinq nouveaux milliards par l'augmentation des taxes sur l'essence, les tabacs, les produits de première nécessité.



Le budget 79 est en pleine discussion à l'Assemblée nationale. Les députés ont adopté le taux du barème de l'impôt sur le revenu et se sont maintenant lancés dans l'examen des dépenses ministère par ministère. Ce travail durera un mois. Ce n'est qu'au terme de ce délai

qu'interviendra le vote global sur le budget.

D'ores et déjà, une série de fortes hausses est annoncée : les tabacs, l'essence, les timbres fiscaux, la taxe télé seront augmentés début janvier 79.

Le budget 1979 prévoit une somme globale de 66 milliards d'impôts supplémentaires. Cette somme n'était que de 50 milliards en 1978 et de 35 en 1977.

Bien évidemment, une série de mesures fiscales sont prévues pour «alléger la charge des entreprises». En 1979 encore, de nombreux capitalistes pourront continuer à dissimuler leurs profits et échapper aux augmentations d'impôts. Pourtant, les profits sont sans cesse en accroissement.

Ceux qui paieront la note, comme d'habitude, ce seront les travailleurs, les petits contribuables. Et pour eux, aucun moyen de tricher...

**LES PARTIS DE DROITE ET LE PS
REAGISSENT VIOLEMMENT
AUX DECLARATIONS
DE GUIRINGAUD SUR LE LIBAN**

Barre obligé de s'expliquer à l'Assemblée

Lire en page 8

La librairie Palestine détruite par un attentat

La librairie Palestine à Paris a été une nouvelle fois la cible d'un attentat. Mardi après-midi, plusieurs hommes pénétraient dans la librairie ; menaçant les employés présents avec leurs armes, ils mirent le feu au local. Bien que les pompiers aient pu rapidement maîtriser l'incendie criminel les dégâts sont très importants.

Un correspondant se présentant comme le porte-parole d'un groupe intitulé «Les combattants pour la Défense d'Israël» revendiquait l'attentat peu après en téléphonant à l'AFP.

Les criminels pourront-ils en toute impunité poursuivre leurs activités à Paris, comme les assassins de Mahmoud Hamchari, Mahmoud Saleh, Mohamed Boudia.

SNCF : St Lazare et Paris-Invalides en grève

Mercredi, les cheminots de la gare Saint-Lazare et de Paris-Invalides ont déclenché un mouvement de grève très suivi pour exiger l'annulation d'une sanction contre l'un d'entre eux. La grève était prévue jusqu'à jeudi 6 heures du matin.

Boulin veut supprimer les 90 %

Au moment où syndicats et patronat discutent de l'indemnisation du chômage, Robert Boulin, ministre du Travail et de la participation se déclare «favorable à une modification des 90 %». Une modification qui équivaut à une liquidation : pour «inciter les chômeurs à accepter plus rapidement du travail», serait instauré un système d'indemnisation dégressif.

Collège occupé par des parents d'élèves

Depuis mardi matin, des parents d'élèves occupent les locaux administratifs du collège le Lizard de Noisiel (Seine-et-Marne). Après des délégations qui n'ont rien donné, cette action a été décidée pour protester contre la non-finition du collège (encore en chantier), le manque total de sécurité qui en résulte, pour les 340 élèves, le manque de matériel scolaire, de professeurs, de surveillants et d'agents de service.

**Le Quotidien du Peuple
gravement menacé
25 millions d'ici
le 1^{er} novembre
pour
votre quotidien !**

Lire en page 3



La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la

Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

Le Parti fonde son action sur le marxisme-léninisme, le maoïsme

Le projet de Programme indique dans le chapitre «Pour faire la révolution, il faut un parti révolutionnaire»: «Le Parti communiste fonde son action sur le marxisme-léninisme, le maoïsme qui synthétise l'acquis du mouvement révolutionnaire des masses et représente l'intérêt de classe du prolétariat».

Le terme de «maoïsme» est employé pour la première fois dans un texte qui peut devenir, après discussion et décision du Congrès, le Programme du Parti.

Une question: faut-il entendre que le maoïsme est une expression qui a exactement la même signification que la «pensée-maotsétoung»?

Une remarque: le terme de pensée-maotsétoung ne figure pas strictement dans le programme adopté au 2^e Congrès du Parti; c'est toutefois une référence du Programme général des Statuts du Parti «qui fonde son activité sur le matérialisme dialectique et sur

le matérialisme historique; sur le marxisme-léninisme, la pensée-maotsétoung». (Programme général de 1976). Faut-il donc adopter la référence au «maoïsme» dans notre Programme?

L'expression «maoïsme» a exactement la même signification que «pensée-maotsétoung». Il s'agit tout simplement d'un mot correspondant plus étroitement aux usages de notre langue.

Cependant ce terme n'est pas nouveau en France et il faut peut-être se demander s'il n'est pas encore trop chargé du sens tout à fait spécifique et erroné avec lequel il a été employé.

Rappelons que *La Cause du Peuple* dans le début des années 70, s'est réclamée du «maoïsme». Cependant, en raison du caractère spontanéiste de cette organisation, sa ligne politique n'avait pas grand chose à voir avec la pensée-maotsétoung. Il s'agissait alors non pas d'une

caricature, mais d'une parfaite dénaturation du maoïsme. Les rapports avec le maoïsme tenaient de l'imagerie simpliste, de l'emploi de quelques recettes pour un travail de masse.

Les maoïstes (ou les «maos») est aussi une appellation que la bourgeoisie ou les révisionnistes emploieraient pour désigner tous ceux qui se réclamaient d'une façon ou d'une autre du socialisme édifié en Chine.

Mais la faillite de cette organisation est suffisamment ancienne aujourd'hui pour que toute analogie ne puisse semer la confusion.

Faut-il affirmer que le Parti «fonde son action sur le marxisme-léninisme, le maoïsme»? La référence au marxisme-léninisme n'inclut-elle pas implicitement celle au maoïsme? Ou alors ne serait-il pas préférable de se référer uniquement au maoïsme ce qui incluerait nécessai-

rement celle du marxisme-léninisme.

Le camarade Mao Tsé-toung a systématisé les enseignements de la guerre populaire que le peuple chinois a menée, sous la direction du Parti communiste chinois, pour la libération nationale. Il a analysé le Front uni, la révolution démocratique nationale qui, par la démocratie nouvelle, conduit à l'édification du socialisme.

Dans la lutte pour d'édification du socialisme, Mao Tsé-toung a apporté des développements décisifs au marxisme-léninisme. Tirant les leçons de la restauration du capitalisme en URSS, il a approfondi les lois de l'édification du socialisme.

A la tête du Parti communiste chinois, il a enrichi les acquis du marxisme-léninisme. Dans la relation du parti aux masses, il a élaboré les principes de la ligne de masse. Il a développé l'analyse et la pratique du centralisme démo-

cratique qui est le principe fondamental du fonctionnement du parti communiste. Il a dans ce cadre mis à jour la lutte entre les deux classes, les deux voies, les deux lignes qui se mène au sein du Parti.

Il a enrichi le matérialisme dialectique en analysant le processus de la connaissance, de la contradiction et des contradictions au sein du peuple.

C'est en ce sens que nous affirmons que Mao Tsé-toung est bien le Lénine de notre temps.

Si Mao Tsé-toung a enrichi et développé le marxisme-léninisme, le marxisme-léninisme est la théorie révolutionnaire de l'époque de l'impérialisme pourissant et de la révolution prolétarienne. Cette époque qui commence avec la Première Guerre mondiale et avec la Révolution d'Octobre, est toujours la nôtre. C'est la même époque que celle de Lénine. Marx était de l'époque du développement

du capitalisme de libre concurrence. C'est au début du 20^e siècle que le capitalisme, parvenant au stade monopoliste, atteint son stade suprême, l'impérialisme.

Ainsi les apports, les précieux enrichissements de Mao Tsé-toung au marxisme-léninisme se situent dans la même époque que celle de Lénine. Nous affirmons donc qu'il est le Lénine de notre temps. Voilà pourquoi nous étudions et appliquons aux conditions concrètes de notre pays le maoïsme. Voilà pourquoi il faut affirmer que: «Le Parti fonde son action sur le marxisme-léninisme, le maoïsme qui synthétise l'acquis du mouvement révolutionnaire et représente l'intérêt de classe du prolétariat». Voilà aussi pourquoi notre Parti doit continuer à se dénommer Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste.

A. M. Paris 20^e

Bonin (St Ouen)

ILS ORGANISENT EUX-MEMES LA COORDINATION

Alors que les travailleurs de Bonin exigent les 2 400 F, de meilleures conditions de travail, le 13^e mois et la 5^e semaine de congés payés, le patron propose d'enlever 2 % aux salaires les plus élevés et d'augmenter de 5 % les plus bas salaires. Bien entendu, et bien que le directeur essaie de diviser les travailleurs en allant les voir un par un, en leur promettant 200 F au mois de décembre, les propositions de la direction sont repoussées en bloc.

«LE PATRON ? UN FASCISTE !»

On la connaît trop la direction !

Déjà, il y a 2 ans, c'est le patron lui-même qui a tenté d'écraser avec sa voiture un syndicaliste de l'UL CGT.

C'est lui, aujourd'hui qui a posté dans l'usine des vigiles armés et secondés par des chiens !

Quant aux systèmes de sécurité des machines, d'ailleurs nettement insuffisants, ils ne sont mis en service que suite à un accident et pour peu de temps.

«UNE JOURNÉE DECISIVE»

Les travailleurs sont toujours mobilisés, les démarches pour populariser la lutte s'amplifient. Dimanche, au marché de St Ouen, c'est plus de 500 F qui ont été récoltés.

Une autre usine de Bonin (la Stokma), à Mers près d'Orléans a été contactée. Ce mercredi, des travailleurs de St Ouen y sont pour coordonner la lutte.

Là-bas, les conditions de travail et d'hygiène sont aussi désastreuses, les salaires identiques (1 800 F).

Le patron a fait construire des bungalow par les ouvriers et les loge à 4 dedans pour un loyer de

300 F par mois chacun.

Parce qu'ils prennent en main leur grève, par leurs tentatives pour rompre avec l'isolement en coordonnant la lutte, les travailleurs de Bonin se donnent tous les moyens de satisfaire leurs revendications.

Popularisons leur lutte !

Correspondant St Ouen

Suite aux articles du *Quotidien du Peuple* sur leur grève, les travailleurs de Bonin nous ont dit combien notre presse était importante pour les luttes. Pour soutenir la souscription, un travailleur nous a acheté une quinzaine de *Quotidien* pour les diffuser le lendemain à ses camarades. Un exemple qui montre l'intérêt porté par les travailleurs au *Quotidien*.

● Ecoutes téléphoniques : une preuve

Il y a quelques jours, Frédéric Lindenstaedt, secrétaire général adjoint du MODEF, téléphone à un correspondant en Indre et Loire. Qu'entend-il au bout du fil ?... La conversation qu'il avait eue huit jours plus tôt, toujours au téléphone, avec le président de son mouvement. Par hasard, un magnéto a dû se déclencher dans un endroit où par hasard on était branché sur la même ligne et où par hasard la conversation avait été enregistrée. Car bien entendu, les écoutes téléphoniques, ça n'existe pas.

● Adoption du VII^e plan

Le conseil économique et social a approuvé mardi le rapport d'adoption du VII^e plan présenté par Barre. Le CES reprend l'argumentation gouvernementale: «L'emploi est lié à la croissance. La croissance est liée à l'équilibre extérieur. L'équilibre extérieur est lié à l'adaptation de notre économie». Il regrette toutefois que les objectifs ne soient pas chiffrés, et que la politique de l'emploi ne soit pas assez «volontariste».

● Sursis pour les phoques gris

C'est le premier ministre anglais, James Callaghan en personne qui a suspendu provisoirement la chasse aux phoques gris des îles Orcades, «en raison de l'inquiétude de l'opinion publique». Les chasseurs norvégiens chargés de procéder au massacre systématique des 49 000 phoques vont quitter les Orcades, où depuis quelques temps, un face à face tendu les opposait au militants du mouvement écologiste Green Peace.

HIVER : SUSPENSION DES EXPULSIONS

Les expulsions pour les locataires et occupants «de bonne foi» viennent d'être suspendues par le Conseil de Paris. Depuis lundi 16 octobre, cette mesure devrait être appliquée, et ce jusqu'au 31 mars; l'hiver à cette année quinze jours d'avance. Cependant les squatters ne semblent pas répondre à la définition du Conseil de Paris, la menace d'expulsion continue donc de peser sur eux.

LE TRAIN PARIS-LIMOGES BLOQUE

Des manifestants ont une nouvelle fois bloqué le train Paris-Limoges dans les gares de Saint Sébastien dans la Creuse et d'Argenton dans l'Indre, pour protester contre la suppression des arrêts dans ces deux gares par la SNCF.

Le Quotidien du Peuple gravement menacé

25 MILLIONS D'ICI LE 1^{er} NOVEMBRE POUR VOTRE QUOTIDIEN !

Notre appel d'hier n'a pas laissé insensible. Plusieurs lecteurs, après avoir acheté leur Quotidien, hier à Paris, nous ont aussitôt téléphoné, pour nous questionner : en est-on vraiment là ? Sommes nous réellement contraints de passer à huit pages dès le 18 octobre, ne pouvons-nous pas attendre l'échéance fixée du 1^{er} novembre ? Comment élargir le soutien ? Les abonnements peuvent-ils être comptabilisés dans la souscription ?... Voilà quelques-unes des questions posées à chaud par nos lecteurs à la lecture de notre appel.

Oui nous en sommes vraiment là ! Oui notre quotidien est gravement menacé et notre tort est sans doute de ne pas l'avoir assez dit et redit. L'équilibre financier de tout quotidien est déjà précaire, celui d'un quotidien communiste l'est plus encore. La situation faite à la presse ces dernières années n'a fait qu'empirer : augmentation des coûts d'impression, obligation nouvelle de payer la TVA, généralisation de la télé-impression qui nous a contraints, vu ses coûts exorbitants, à passer journal du soir avec le décalage sur l'actualité que cela entraîne pour la diffusion en province. Tous ces faits mis bout à bout ont progressivement transformé une situation financière difficile en une situation

impossible. Nous ne pouvons plus laisser croître notre dette chez notre imprimeur. Nous sommes contraints de payer au comptant toute une série de fournitures, comme celle, importante dans le budget d'un quotidien, du papier. Les retards de salaires prennent des proportions inadmissibles...

Nous ne pouvons continuer comme cela, la vie même du Quotidien est en jeu aujourd'hui si nous n'apurons pas au moins une partie de nos dettes d'ici le premier novembre ! C'est ce à quoi doivent servir les 25 millions que nous vous demandons à cette échéance.

Nous avons annoncé que nous reviendrions à huit pages si les 25 millions n'étaient pas souscrits d'ici le premier novembre. Nous avons même été contraints d'anticiper cette échéance compte tenu de l'état d'avancée de la souscription ! Alors que nous pensions disposer, grâce à elle, de plus de dix millions à la mi-octobre, c'est moins de trois que nous

avons obtenus, nous nous trouvons de ce fait dans l'impossibilité d'honorer les engagements de remboursements pris pour cette date ! Nous avons dû prendre des mesures draconiennes de restriction de dépenses, en particulier en passant à huit pages. Mais répétons-le, elles seront, si la souscription n'est pas rapidement remplie, suivies d'autres restrictions douloureuses pour notre quotidien. Nous n'avons pas le choix camarades, amis, lecteurs !

Voilà encore une fois détaillée la situation de notre journal. Toute forme de soutien, abonnement, souscription individuelle, collectes publiques... est à mettre en œuvre aujourd'hui et contribuera à desserrer l'étau qui ébranle Le Quotidien du Peuple. Chaque cellule du Parti, chaque lecteur se doit d'examiner aujourd'hui attentivement tous les moyens possibles pour assurer le succès de l'échéance du premier novembre, et en faire part au journal pour qu'il puisse rendre compte jour après jour de la mobilisation.

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse F.

Nom :

Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F

Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

Front monétaire européen

RAPPROCHEMENTS DES POINTS DE VUE

La réunion des ministres des Finances des Neuf a abouti à un rapprochement des points de vue sur les problèmes monétaires : un accord définitif pourrait intervenir le 20 novembre prochain pour arriver à la mise en œuvre du nouveau système monétaire au début de 1979.

Le principe de la relance de la politique monétaire européenne avait été décidé en juillet et au sommet de Brême. En septembre, une réunion du conseil avait accepté les grandes lignes du projet franco-allemand. Il restait toutefois à déterminer des modalités pratiques, au sujet desquelles ressurgissaient les conflits d'intérêt entre pays européens.

La réactivation de l'union monétaire européenne procède d'une volonté des gouvernements de la CEE d'assurer une zone de stabilité monétaire en Europe, pour mieux résister aux fluctuations du dollar, qui compromettent tout effort de relance des gouvernements européens. A ce titre, de laborieuses

négociations avaient eu lieu entre les pays européens pour définir la base de la monnaie communautaire, l'ECU.

Les pays à monnaie forte, comme l'Allemagne fédérale ou les pays du Bénélux, souhaitent un accord contraignant les pays dont la monnaie chutait à prendre des mesures de soutien de ces monnaies. Ces projets se heurtaient aux intérêts des pays à monnaie faible, comme la Grande-Bretagne et l'Italie, qui souhaitent la constitution d'un fonds de soutien européen aux monnaies en difficulté. Les pays à monnaie forte n'étant guère favorables à un tel système, qu'ils auraient été contraints de financer pour une grande part.

L'élément essentiel qui est sorti de la rencontre de Luxembourg est l'acceptation par la Grande-Bretagne du système de définition de la valeur de la monnaie européenne. Des points de discussion restent toutefois en suspens sur l'utilisation du fonds destiné aux interventions sur le marché des changes. Le montant des crédits disponibles pour la stabilisation des monnaies serait de l'ordre de 25 milliards d'unités de compte (soit 142,5 milliards de F.) Restait à déterminer quelle serait la partie utilisable pour des interventions à court terme. La question reste ouverte, et sera de nouveau discutée le 20 novembre.

Le deuxième point d'achoppement est le problème de la modalité des interventions des banques de chaque pays pour stabiliser leur monnaie. La Grande-Bretagne et l'Italie souhaitent un système

contraignant, obligeant les banques centrales à intervenir dès qu'une monnaie monte ou baisse. L'Allemagne, pour sa part, serait favorable à des interventions après discussions entre les Neuf. Une solution intermédiaire était proposée par la Belgique et soutenue par la France : il s'agirait, en cas de spéculation sur une monnaie, de provoquer une concertation entre les ministres des Finances et les directeurs de banques centrales pour savoir décider des mesures à prendre.

Bien que des progrès soient apparus dans les discussions des ministres, les problèmes ne sont pas encore totalement réglés, et l'accord définitif suppose que la Grande-Bretagne continue d'admettre des concessions nouvelles. On craindrait, en Grande-Bretagne, que l'intégration monétaire n'oblige le gouvernement à dévaluer la livre.

François NOLET

Subdivisions du CERES

Dans deux articles publiés par *Le Monde*, Chevènement, principal responsable du CERES, minorité du PS, dresse un « bilan » de l'échec de la gauche aux dernières législatives. Si le député de Belfort a un mérite, c'est celui de la constance. A quelques lignes près, ses articles sont une défense et illustration de l'attitude du PCF et une attaque en règle de la position adoptée par le PS depuis le congrès de Nantes en juin 1977. Chevènement pousse même le bouchon un peu loin. Il reprend à son compte la tactique de l'Union du Peuple de France qu'il baptise « rassemblement de notre peuple ». Car dit-il « On ne tirera pas la France de la crise sur la base d'un simple rapport de force électoral à 51 % ». Le responsable du CERES n'hésite pas non plus à prôner « pour remonter le courant » une « stratégie vigoureuse d'extension, de remodelage et d'essor du secteur public industriel ». On se croirait en pleine lecture de *l'Humanité*.

Ces positions ne font pas l'unanimité du courant de Chevènement. Ainsi, le même jour deux autres responsables du CERES, tous deux membres du comité directeur du PS, Pierret, député des Vosges et Guyard, publient eux aussi leurs réflexions sur l'échec de mars 1978. C'est d'un tout autre langage dont il s'agit cette fois. En témoigne notamment cette phrase : « Le PC porte la responsabilité décisive de l'échec de la gauche ».

Il est d'ailleurs maintenant officiel non seulement que le CERES présentera sa propre motion d'orientation politique lors du prochain congrès du PS au printemps 1979 mais aussi que lors du colloque que ce courant réunira en décembre deux motions contradictoires seront discutées. Chevènement notamment signera l'une, Pierret et Guyard l'autre.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES

Foyers Sonacotra en lutte

Après un premier échec,

LA SONACOTRA PREPARE UNE NOUVELLE OFFENSIVE

Mardi après-midi, le Comité de Coordination des Foyers Sonacotra en lutte tenait une Conférence de presse, pour faire le point sur les dizaines de procès en cours contre les résidents, et sur la riposte développée depuis le mois de juillet.

Des procès, il y en a eu plusieurs par semaine, depuis le début de l'été. Ce que cherchait la Sonacotra, en traînant devant les tribunaux des résidents combattifs, c'était mettre fin rapidement à la grève qui dure depuis 1975, en obtenant l'expulsion des «otages», en démantelant le Comité de Coordination. En fait, la grève s'est encore étendue, en particulier dans l'Est de la France, et les procès ne lui ont pas permis d'arriver à ses fins.

Un certain nombre de

tribunaux ont carrément refusé l'expulsion et l'obligation de payer les arriérés. Ils ont même décidé qu'un expert examine la situation : à Elancourt (78), Chilly Mazarin, Sainte Geneviève des Bois (91)... Dans la majorité des cas, les tribunaux ont rejeté les demandes de la Sonacotra. Seuls 3 procès ont été défavorables aux résidents : à Metz (Woippy 1), à Ivry et Nanterre, où des expulsions ont été décidées avec un délai assez bref. Mais les procès sont loin d'être terminés, certains ont été reportés, d'autres vont repasser en appel.

Ce qui est sûr, c'est que la Sonacotra ne va pas s'arrêter là. De nouvelles lettres de mises en demeure sont arrivées, et les rési-

dents s'attendent à une nouvelle vague de poursuites, sans doute pour obtenir des saisies-arrêts sur salaire. Par ailleurs, on assiste à la multiplication de poursuites, à la suite de provocations montées pendant l'été contre les résidents, (à Massy, Argenteuil...). Et récemment, à Gennevilliers et Massy, la Sonacotra a fait intervenir les flics, pour expulser des résidents, ou rechercher de pseudos clandestins ! Autres mesures d'intimidation : à Elancourt, des résidents ont reçu une lettre dans laquelle la Sonacotra «dénonçait la convention» d'hébergement, et leur donnait jusqu'au 25 octobre pour déguerpir ; elle a aussi envoyé aux directions des Foyers ADEF, AFRP... une liste rouge de

résidents prétendument expulsés, formulée ainsi : «Vous trouverez ci-joint, une liste de résidents ayant fait l'objet de décisions d'expulsion par voie judiciaire pour non-paiement de leur redevance d'hébergement. Il s'agit de résidents de 7 foyers Sonacotra. Certains d'entre eux, pourraient demander un lit. Je vous demande de ne les accepter que dans la mesure où ils pourront faire la preuve du règlement total de leur dette à l'égard de la Sonacotra...»

Assurément, la Sonacotra va poursuivre son but. Le soutien aux résidents, autour du Comité de Coordination, doit se poursuivre.

M. C.

Haut - Rhin

Les directions syndicales ne répondent pas aux questions des militants

Le 21 septembre 1978 a eu lieu un conseil syndical élargi du syndicat Haciax CFDT ouvert à toutes les sections syndicales d'entreprises du Haut Rhin, 17 sections sur une cinquantaine étaient présentes. Le thème était la situation à la rentrée. La réaction des travailleurs, les revendications exprimées puis les moyens d'action.

Dans un premier temps les militants se sont exprimés librement en faisant une analyse de la situation : l'échec des élections a entraîné une déception parmi les travailleurs. Les résultats des négociations sont très en dessous des revendications. Devant le mécontentement d'une hausse de 2,5 % ou de 3,5 % durant l'été, l'UD sans cacher son échec a souligné qu'on lui a toujours reproché de ne rien céder. Elle a voulu faire preuve de bonne volonté. Mais le problème posé par la base est que justement, ce n'est pas la signature de tels accords qui peut mobiliser les travailleurs, tout en étant loin des revendications, ne risquent-ils pas de créer la démobilité ?

Le chômage s'accroît, il y a réduction du temps de travail, pas de garanties de salaires ni de gratifications, augmentation de la fiscalité. La restructuration des entreprises et la liberté des prix sont une manifestation évidente de l'élargissement des multinationales.

Dans le «exile» du Haut Rhin, le mécontentement principal, suivant les différences entreprises, sur les rumeurs de licenciements, les mises en pré-retraite non remplacées, les horaires de travail, les contrats à durée déterminée, le blocage des salaires.

Face à ce mécontentement, nous nous sommes interrogés sur le manque de mobilisation : la politique de négociation a dû jouer un grand rôle. A par cela, la division entretenue par les patrons et le gouvernement, soit dans les entreprises (avantages donnés à un petit nombre d'ouvriers) comme à Doffus Noak où 16 ouvriers sur 120 ont reçu le 13^e mois et parmi eux un délégué, ou la répression féroce, ou la concertation avec l'élargis-

sement des expériences des équipes de travail au rendement. La nécessité d'élargir l'action à plusieurs reprises d'un même groupe se fait de plus en plus sentir (DEM ou Agache Willo par exemple). Une journée d'action pour la deuxième quinzaine d'octobre est prévue pour l'exile, organisée localement dans chaque région.

Malgré la richesse politique de la discussion à la base, un membre de l'Union départementale a fait un long développement sur le problème principal qui sera d'après lui, «l'organisation de la section

syndicale d'entreprise : il faut la rendre plus opérationnelle, s'attacher à un fonctionnement pratique quotidien et régulier, diffuser l'information, organiser la formation des militants et augmenter le nombre des adhésions».

Sans sous-estimer l'importance de ces problèmes, il reste que le rapport semble pour le moins avoir été élaboré à l'avance et il est ne qu'il n'a pas voulu tenir compte des idées des travailleurs.

Correspondant MULHOUSE

● Hôtel Hilton (Paris) les employés en grève pour les salaires

80 % du personnel de l'hôtel Hilton, à Paris, est en grève totale depuis le 12 octobre. Cuisines, téléphone, entretien, autant de services qui ne fonctionnent pratiquement plus. Les cuisiniers, femmes de ménage exigent une augmentation de leurs salaires, le 13^e mois, la cinquième semaine de congés payés. Les employés d'un autre grand hôtel parisien, viennent également d'arrêter tout travail en vue d'exiger des revendications similaires : il s'agit du personnel de l'hôtel Suffren Latour.

● Grève dans la capitale de l'espadrille

Mardi après midi les quelque 20 000 travailleurs, employés dans les 20 fabriques d'espadrilles de Mauléon ont arrêté tout travail. La ville (située entre le Pays Basque et le Béarn) a même été «morte» durant plusieurs heures. Les commerçants, les écoles avaient fermé en solidarité. Mauléon est à vrai dire la «capitale» de l'espadrille dans la mesure où 2/3 de la production française d'espadrilles sortent de cette ville. Mais aujourd'hui la situation n'est guère brillante : depuis quelque temps, les entreprises de fabrication d'espadrilles, se font une concurrence effrénée dans le but évidemment d'éliminer les concurrents. Résultat : depuis le début de l'année, trois entreprises ont fermé leurs portes, mettant au chômage 15 % environ de la population active de la ville ! Sur l'ensemble des travailleurs encore en activité, 200 sont en chômage partiel. C'est pour protester contre cette situation grave (les secteurs d'activité sont rares à Mauléon) que les travailleurs et la population ont manifesté.

● Deux cheminots tués à Luxeuil

Mardi après-midi dans la gare de Luxeuil (Haute-Saône) un train de marchandises a heurté de front sur la même voie un locotracteur. Roger Perney, mécanicien de 46 ans et Jean Paris, 42 ans, agent de voie ont été tués : Jean-Claude Bocquillon, 36 ans, conducteur du locotracteur a été grièvement blessé.

Les causes exactes de l'accident ne sont pas encore déterminées. Une chose est sûre en tout cas : les accidents, souvent mortels, tendent à se multiplier depuis que la SNCF ne cesse de comprimer les effectifs.

● Production industrielle stagnation

L'indice de la production industrielle sans le bâtiment, calculé par l'INSEE, se situe à 127 pour juillet-août (base 100 en 1970). Il était de 125 pour les mêmes mois de l'année dernière. En trimestres, la production industrielle s'établit comme suit : janvier-février-mars 1978 : indice 126 ; février-mars-avril : indice 128 ; mars-avril-mai : indice 129 ; avril-mai-juin : indice 128 ; mai-juin-juillet : indice 127 ; juin-juillet-août : indice 126.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



LES MARINS POURSUIVENT LEUR GREVE

Le mouvement des marins se poursuit. Après la grève des équipages de remorqueurs commencée le 13 et qui a paralysé les grands ports français, les équipages des bateaux battant pavillon français sont appelés à l'action à tour de rôle.

Jusqu'à maintenant, 48 bateaux étaient touchés par la grève. La marine marchande ne répondant pas aux revendications des marins, c'est la totalité de la flotte, soit 480 bâtiments qui va se trouver ainsi paralysée à tour de rôle à chaque fois qu'ils touchent un port français.

Dans la journée de dimanche, le commandant du *Massalia*, passant outre aux indications de l'admi-

nistrateur en chef, faisait lever l'ancre à Port-Vendres avec moins de la moitié des effectifs-machines, au mépris des règles de sécurité les plus élémentaires.

La revendication des marins est très claire. Certains organes d'information se sont ingéniérés à déformer les motivations des travailleurs de la marine marchande. En fait, ils ne réclament pas la suppression de l'embauche d'équipages du Tiers-Monde, mais que les marins étrangers embauchés soient payés au même taux que les Français et bénéficient du même statut. C'est ce qui a cours en principe jusqu'à maintenant, et c'est ce que les

armateurs veulent supprimer.

Comme dans toutes les branches, le chômage frappe les marins. 6 % d'entre eux sont touchés déjà. Ce dont il est question aujourd'hui, c'est d'aggraver ce chômage en embauchant dans des conditions scandaleuses des équipages de pays du tiers monde. Ainsi, jouant sur les deux tableaux, les armateurs espèrent augmenter leurs profits. «C'est un véritable esclavage qu'ils veulent instaurer», disait un responsable CFDT hier soir. «Ils veulent embaucher des gens qui n'auront aucune protection : pas de sécurité sociale, rien. On a entendu parler de salaires variant entre 200 et 500 F par

mois ; c'est tout simplement scandaleux».

Pour le moment donc, le mouvement continue. 10 % seulement des bâtiments ont été touchés, les marins ont encore à leur disposition des armes pour faire céder les armateurs, et derrière eux, le ministère des Transports qui les soutient.

Aucune négociation n'était en vue mardi soir. Le ministre des Transports, Le Theule est la cible des travailleurs ces dernières semaines : aiguilleurs du ciel, cheminots... et aujourd'hui les marins. Ces derniers sont bien décidés à mettre fin aux pratiques des armateurs et à obtenir leurs revendications.

Quartier du Marais (Paris)

Après les scandales de la spéculation LE DROIT D'ASSOCIATION EN PROCES

● Aujourd'hui, 18 octobre, 5 familles et 3 locataires membres de l'Inter-comité du Marais seront sommés d'endosser la responsabilité et les bavures de la spéculation immobilière qui s'abat depuis plus de 15 ans sur le quartier du Marais. La Régie Immobilière de la Ville de Paris, société d'économie mixte (à 62 % des capitaux Suez et Paribas) réclame à titre individuel, 67 millions de dommages et intérêts à ces habitants.

La RIVP veut se donner des armes nouvelles pour briser la résistance de tout un quartier. Ce qu'elle attaque, c'est bien le droit d'opinion, d'expression et d'association.

Cette forme de répression qu'emploient aujourd'hui les patrons pour porter atteinte au droit de grève sur les lieux de travail, les sociétés immobilières veulent l'utiliser maintenant en niant le DROIT AU LOGEMENT. Un tel procès constitue une manœuvre dangereuse et parfaitement intolérable parce qu'il est une atteinte déguisée au DROIT D'ASSOCIATION et une tentative de dissuasion auprès de chaque individu.

L'affaire remonte à loin : 1890, après l'écrasement de la commune de Paris, la bourgeoisie décide de faire un Paris à l'image de sa puissance impérialiste naissante. Les enquêtes d'insalubrité publique se multiplient dans la capitale, dans les quartiers populaires. La périphérie de la capitale se gonfle des ouvriers chassés au nom de la tuberculose. Les enquêtes d'insalubrité aboutissent ainsi à définir au début du siècle, 17 îlots insalubres. Des quartiers comme le 13^e ou le 18^e sont très fortement touchés. Parmi ces îlots, l'îlot 16 dans le Marais.

En fait, la tuberculose n'est qu'une raison secondaire. Pour preuve, aujourd'hui, les immeubles incriminés existaient encore en 1941... et en 1978. En réalité, la rénovation sera plutôt martelée par le rythme des booms économiques qui entraînent à chaque fois des marées spéculatives. D'ailleurs, les années passent, emportent la tuberculose mais les projets demeurent.

1941, seconde étape donc. La France de Pétain amène l'antisémitisme au

pouvoir. Les juifs habitant en masse dans le quartier, sont alors pourchassés, expropriés par la ville de Paris qui acquiert de la sorte des habitations pour 24 sous l'indemnité !

Si le tournant dans la guerre stoppe la rénovation, la continuité dans les projets demeure. La Régie Immobilière de la Ville de Paris, société d'économie mixte contrôlée à 62% par les banques de Suez et Paribas, devient le maître d'œuvre de l'ouvrage. En 1972, elle signe une convention avec la ville de Paris et commence immédiatement les opérations par tranches. Ainsi en 1973 1 200 personnes ont été évacuées du Marais. Une année auparavant, la SOREMA - Société de Rénovation du Marais - avait arraché un autre morceau pour y faire des appartements de luxe. Celle-ci vient de déposer son bilan ; elle n'arrive pas à écouler les fameux appartements de l'opération «Parc Royal» dont faut-il préciser, le mètre carré atteint la bagatelle de 10 000 Francs !

Mais revenons à l'époque de l'affairisme immobi-



lier qui se combine avec la mise en chantier d'opérations de prestige destinées à faire de la capitale le centre financier et culturel de l'Europe. Le Marais n'y échappe pas. En 1974, Maegh, philanthrope culturel s'il en existe, lance un grand projet culturel : les îlots Jouy-Fourcy et Miron deviendraient le musée culturel du centre de Paris.

C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les familles menacées directement se constituent en comités d'immeuble. Progressivement, le comité «Justice et Paix» créé autour de la paroisse Saint-Paul mais dont les interventions restaient limitées, se trouve tiré en avant par la mobilisation croissante sur le quartier. Le 3 mars 1975, une grande manifestation parcourt le quartier à l'appel de la Fédération

des comités du Marais, qui deviendra l'Intercomité du Marais. Cette puissante mobilisation fait capoter le projet Maegh. La confiance dans la lutte est née au Marais !

En février 1977, alors que les projets sont bloqués par le refus des habitants de partir dans le 13^e arrondissement, cinq familles de mal-logés occupent des appartements vides au 27 de la rue Saint Paul.

Elles ont le soutien total de l'inter-comité du Marais qui avance alors l'idée de «réfection légère sous contrôle des habitants». L'occupation sera stoppée brutalement à la fin du mois d'août. Depuis la RIVP est pressée d'en finir. Mais l'inter-comité ne l'entend pas d'une même oreille.

Jean JAULIN

Justice de classe : suite à l'affaire Leleu

Le tableau de service modifié au tribunal de Béthune

Le premier juin dernier la deuxième chambre du Tribunal de Béthune condamnait Leleu, PDG d'une cartonnerie à un an de prison ferme pour entrave à l'exercice de la liberté syndicale. Leleu avait licencié plusieurs délégués suite à une grève. Lors de la dernière rentrée judiciaire, les juges de Béthune ont eu la surprise de constater que le tableau de service avait été modifié. Une seule audience a été totalement modifiée : celle de la deuxième chambre correctionnelle.

Précisément celle qui a condamné Leleu ! Sur trois juges qui la composaient

deux ont reçu de nouvelles affectations.

Le 29 septembre le syndicat de la Magistrature (section de Béthune) publiait un communiqué en se demandant s'il n'y avait «aucune relation» entre les deux affaires...

Le Président du tribunal, M. Lemaire, dans une lettre de trois pages a répondu au SM. Il évoque plusieurs raisons à sa décision. Il a voulu «éviter qu'une majorité de faits vienne fausser, même involontairement, le jeu du libre débat de la collégialité dans ses délibérés».

Après ces «subtils» détours, M. Lemaire en vient

aux véritables raisons «dans l'affaire Leleu, je rappelle pour mémoire que la cour a déclaré la délivrance du mandat de dépôt dans cette affaire, acte illégal et arbitraire. Mais surtout j'ai estimé que cette justice excessive était dangereuse et inefficace».

Pour M. Lemaire la décision d'emprisonnement du PDG est «une contre propagande à l'incitation des PME à s'installer dans la région». Mieux encore le président affirme que les réintégrations des délégués sont rendues «illusoire par l'apparent règlement de compte syndi-

cal qui ressort des conditions dans lesquelles ont été décidées la condamnation et l'incarcération de Leleu».

En somme le président confirme, sans aucune honte qu'il ne veut plus voir de patrons jetés en prison pour avoir enfreint la loi en matière de liberté syndicale ! Le syndicat de la Magistrature estime qu'un tel comportement est «d'une extrême gravité». En procédant ainsi le président du tribunal a agi «dans le but d'éviter qu'une décision qu'il désapprouve ne se reproduise».

Lycées

Pour l'unité avec les travailleurs en lutte

Mardi soir, dans la salle polyvalente du lycée Le Corbusier à Aubervilliers, se tenait la coordination des lycées et LEP du 93. Une quinzaine d'établissements de ce département étaient représentés, tous ont été touchés, ou le sont encore, par le mouvement en cours contre les mesures Beullac. Dans un premier temps les représentants des divers établissements présents faisaient un bilan de la lutte sur leur bahut. A la surprise générale, deux lycéens de Grenoble se présentaient ; des applaudissements nourris les accueillirent : «Notre établissement est occupé depuis les premiers jours de la rentrée. Nous avons décidé d'envoyer des copains partout où il se passait quelque chose, pour créer des liens et savoir ce qu'il se passait exactement» expliquèrent-ils. Sur ce, la discussion s'engageait sur l'état de la mobilisation, les moyens à employer pour la développer.

Dans le calme, les points

de vue s'échangèrent, et permirent d'avancer et de cerner les obstacles à un mouvement d'ensemble. «La grève générale n'est pas un but en soi, elle est cependant possible, mais il faut que la base du mouvement soit clairement définie, notamment sur la base d'une plate-forme commune» fut-il dit en substance. Le chômage la crise, y furent désignés comme cible, et dans ce cadre la jonction avec les travailleurs en lutte, ou au chômage s'est avérée indispensable pour créer le rapport de forces nécessaire ainsi qu'une organisation structurée propre aux lycéens en lutte.

Aussi les lycéens, vont-ils se préparer à la journée d'action appelée par les syndicats le 25 octobre dans les postes, journée qui permettrait de déclencher la lutte des lycéens. En attendant le 25 d'autres actions ont été décidées.

P.C.

Grenoble Intervention des flics contre des grévistes

Lundi dernier à 14 heures, les formateurs de formation continue décident d'occuper leurs locaux du GRETA Sud-Isère afin d'enrayer l'aggravation de leur situation. A 18 heures, s'appuyant sur des mobiles non-fondés fournis par deux permanents du GRETA (bris d'armoire, vol de clef et de dossier, séquestration de personnels), le recteur fait intervenir les flics en la présence active de monsieur Chion, délégué académique à la formation continue.

Embarquement à l'hôtel de police, fouilles, fichages et garde à vue jusqu'à 22 h 30.

Comment en est-on arrivé là ?

Les formateurs travaillent auprès de jeunes, femmes, immigrés, dans des établissements de l'Éducation nationale. A l'issue de deux années de lutte, alors que tous les moyens ont été épuisés, délégations, démarches auprès des ministères, grèves, etc, les formateurs se retrouvent cette année avec une proposition de contrat qui ne respecte même pas : premièrement les acquis précédents (diminution générale des salaires), deuxièmement, la circulation ministérielle du 28.06.78. (refus d'indexation des salaires).

Face à cette situation, les formateurs demandent votre soutien en participant à une réunion de tous les hors-statuts, hors-statuts de la formation permanente, de la formation continue et de la formation générale, le lundi 23 octobre à 20 heures à la maison de quartier de la Villeneuve (salle 150 places) en faisant parvenir des motions de soutien à l'adresse suivante :

Section SGEN-CFDT
Formation Continue
95 Galerie de l'Arlequin - GRENOBLE

LA FIN D'UN JEUNE CHOMEUR

Namur (Belgique)
Christian Hotte est mort à 20 ans. Il n'avait pas réussi à trouver de travail depuis la fin de ses études et il souffrait de dépression. Vendredi matin il a acheté une carabine 22 long rifle. Le soir il tire de son balcon dans la rue au hasard. Acte stupide et

désespéré : trois passants sont blessés. Le chômeur fou a été abattu de deux balles par un policier.

RADIO VERTE FESSENHEIM nous fait savoir qu'elle n'émet pas seulement le vendredi soir à 19 h 45 mais aussi le dimanche matin à 11 heures sur Modulation de Fréquence entre 100 et 104 Mhz.

Liban

LES MILICES FASCISTES ISOLEES VIS-A-VIS DE LA MASSE DES CHRETIENS

● Avec les événements récents au Liban, les mass media se sont empressés de confondre de plus en plus les forces isolationnistes et fascistes avec les masses chrétiennes de ce pays, rejoignant en cela la propagande des isolationnistes, c'est-à-dire des forces libanaises qui veulent isoler le Liban du reste du monde arabe, et des sionistes. Une propagande qui prétend que les milices d'extrême-droite seraient les garants des intérêts des masses chrétiennes.

BEYROUTH-EST : UNE PARTIE SEULEMENT DE LA COMMUNAUTÉ CHRÉTIENNE DU LIBAN

Tout d'abord, du point de vue géographique, les chrétiens du Liban ne se

trouvent pas concentrés seulement à Beyrouth-est et à Jounieh. Ceux-ci vivent aussi au nord du Liban dans la montagne, dans la vallée de la Bekaa (à l'est, vers la Syrie), à Beyrouth-ouest, où se trouvent les quartiers à dominante musulmane et des camps de réfugiés palestiniens, à Saïda et ses environs et aussi à Sour (Tyr) et dans les villages frontaliers, près de la Palestine occupée. Durant la guerre du Liban en 75-76 à plusieurs reprises, les forces isolationnistes ont cherché à provoquer des troubles entre confessions religieuses dans des zones où plusieurs de ces confessions co-habitent : à Beyrouth-ouest, à Saïda et ses environs, et à Sour. Dans ces deux villes du sud, les manœuvres de division avaient complètement échoué et les chré-

tiens maronites (une des confessions), sans rejoindre pour autant le Mouvement national libanais, avaient repoussé ces manœuvres. A Beyrouth-ouest, il est vrai qu'à plusieurs reprises, des frictions confessionnelles ont existé, mais elles ont été vite circonscrites du fait de l'attitude des éléments avancés de la population, des forces de la Résistance palestinienne et des forces patriotiques libanaises, hostiles aux antagonismes confessionnels qui ne servent qu'à détourner du combat anti-impérialiste et anti-sioniste.

UNE DIVERSITÉ DE COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES QUI RÉCUSENT LES OBJECTIFS DES MILICES

Une autre donnée de la situation, est qu'il n'y a pas qu'une seule confession chrétienne au Liban : il y en a au contraire, une grande diversité, alors que les isolationnistes appartiennent globalement à une seule des confessions chrétiennes : les maronites. Les autres confessions chrétiennes ont ouvertement dénoncé les buts des forces isolationnistes et dans plusieurs villages de la montagne, à proximité de Beyrouth, la confession chrétienne orthodoxe par exemple a clairement affirmé l'arabité du Liban, et son soutien aux forces nationales, contre tout projet d'isolement du Liban, du reste du monde arabe, ou de partition du Liban, que

peuvent souhaiter les chamounistes, par exemple, en cas d'échec de ce projet d'isolement.

D'autre part, la confession maronite est elle-même divisée : tout le nord du pays, où vivent les maronites zhortiotes, est placé sous l'autorité de Soleïman Frangé, ancien président de la République libanaise, qui entretient de longues relations avec le régime syrien, toute cette partie du Liban donc, a pris un recul vis-à-vis du projet isolationniste et de l'alliance avec les sionistes. Les régions encore influencées par ce projet et où se trouvent les isolationnistes sont : une partie de la montagne, le secteur allant de Jounieh à Beyrouth-est, et les villages frontaliers qu'occupe Israël avec les collabos Saad et Chidiac.

MASSACRES DE CHRÉTIENS AUSSI BIEN QUE DE NON-CHRÉTIENS PAR LES FASCISTES

Dans la montagne et à Beyrouth-est, il est nécessaire de rappeler, ce qui s'est passé durant la guerre civile de 75-76. Dans la montagne, plusieurs forces politiques de confession chrétienne refusant le projet isolationniste avaient été liquidées, des massacres de chrétiens avaient eu lieu, les autres fuyaient vers les régions à majorité musulmane.

A Beyrouth-est, et c'est la raison pour laquelle ce secteur n'est peuplé aujourd'hui que de chrétiens

les fascistes ont commis au cours de la guerre civile, de nombreux massacres contre les masses non-maronites qui y habitaient. La quarantaine, Maslakh, Nabaa, furent vidées complètement de leur population par la violence. Une répression féroce s'exerce également sur une partie de la communauté arménienne essentiellement chrétienne qui refuse d'être engagée dans le projet fasciste. Il faut aussi rappeler les massacres de Tell-el-Zaatar et de Jisr-el-Bacha, camps palestiniens, où les fascistes étaient fiers de se faire photographier par la presse internationale, sablant le champagne debout sur les dépouilles des victimes.

LES MASSES CHRÉTIENNES CONTRE LA PARTITION

Sur le plan politique, les chrétiens du Liban ne se confondent pas avec le projet isolationniste. Il est vrai qu'au début de la guerre du Liban, quand des combats de quartiers se menaient, il était difficile aux chrétiens des quartiers sous la domination des forces isolationnistes, chamounistes, etc... de se démarquer politiquement. Mais avec l'arrêt de la guerre, plusieurs faits nouveaux sont apparus : des luttes d'influence se sont déroulées dans les quartiers de Beyrouth et à Jounieh (près de Beyrouth) entre les diverses forces fascistes, ce qui a provoqué soit des départs, soit un mécontentement

qui va s'agrandissant au fur et à mesure que les fascistes multiplient les tentatives de mise en œuvre de leurs projets. La lutte entre Frangé du nord et les milices, l'alliance au sud avec les sionistes, refusée par la grande majorité des chrétiens, la lutte contre le président libanais Sarkis qui représente aux yeux des maronites l'autorité nationale : tout cela amène les masses chrétiennes à se démarquer des forces fascistes. Depuis juin 78, Beyrouth-est a vu sa population s'en aller peu à peu vers les autres régions du Liban et celle-ci accuse de plus en plus clairement les forces fascistes d'être responsables de la guerre qui se poursuit.

Quant aux quartiers et zones tenus par ces forces pour la population qui y est restée, la vie est de plus en plus intenable : les milices qui rançonnent la population, qui font pleuvoir sur elle les impôts «pour la patrie», tandis que lors des combats, la population qui fuit ou se cache dans les abris, retrouve ensuite ses appartements pillés. Les milices armées jusqu'aux dents, souvent bourrées de drogue, terrorisent les gens en tirant en l'air ou carrément dans leur direction ; elles imposent la réquisition à leur profit des réserves de carburant, ou rafflent les denrées alimentaires dans les magasins, devant lesquels la population fait la queue pendant des heures.

Yomna EL KHALIL

PROGRAMME TÉLÉ Mercredi 18 octobre

TF 1

- 19 h 10 - Une minute pour les femmes.
- 19 h 20 - Actualités régionales.
- 19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.
- 20 h 00 - Journal.
- 20 h 30 - Les bonnes âmes. Film TV d'après le roman de Jacques Robert.
- 22 h 00 - Portrait : Ian Smith. Un reportage très complaisant de J.-F. Chauvel. Tout semble simple, justifié : la colonisation, le racisme, la politique de Ian Smith, la ségrégation.
- 22 h 55 - Journal et fin.

A 2

- 19 h 20 - Actualités régionales.
- 19 h 45 - Top club.
- 20 h 00 - Journal.
- 20 h 30 - Muppet show.
- 21 h 05 - Mi fugue, mi raison : en direct sous la terre. De jeunes spéléologues descendent dans le Gouffre de la Crête des Beaumes (Doubs).
- 22 h 35 - Football : Genève-Nancy.
- 23 h 30 - Journal et fin.

FR 3

- 19 h 20 - Actualités régionales.
- 19 h 40 - Télévision régionale.
- 19 h 55 - Il était une fois... l'homme.
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
- 20 h 30 - Police puissance sept. Film américain (1973). Film policier.
- 22 h 10 - Soir 3 et fin.

Jeudi 19 octobre

TF 1

- 19 h 20 - Actualités régionales.
- 19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.
- 20 h 00 - Allégra. Feuilletton.
- 21 h 30 - L'événement. Magazine d'actualités.
- 22 h 30 - Ciné-première.
- 23 h 00 - Journal et fin.

A 2

- 19 h 20 - Actualités régionales.
- 19 h 45 - Les partis politiques : l'opposition.
- 20 h 00 - Journal.
- 20 h 35 - Il était un musicien. Nouvelle série musicale. Aujourd'hui : Schumann.
- 21 h 00 - La route de Salina. Film de Georges Lautner. (1969). Avec Rita Hayworth. Suspense psychologique !
- 22 h 35 - Spécial buts.
- 22 h 45 - Journal et fin.

FR 3

- 18 h 55 - Tribune libre : la FNSEA.
- 19 h 10 - Li formations.
- 19 h 20 - Actualités régionales.
- 19 h 40 - Télévision régionale.
- 19 h 55 - Il était une fois... l'homme.
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
- 20 h 30 - La «party». Film de Black Edwards (1968). Comédie burlesque avec Peter Sellers. De cette osmose entre le metteur en scène et l'acteur naît un style comique surprenant, parfois aux limites de l'abstraction ; la manière dont ils poussent l'humour jusqu'à son extrême limite est en effet quelque chose de particulièrement rare.
- 22 h 05 - Soir 3 et fin.

Nouvelles d'Afrique

TANZANIE - MOZAMBIQUE : COOPÉRATION INDUSTRIELLE

Une commission mixte des ministères de l'Industrie du Mozambique et de la Tanzanie s'est réunie fin septembre à Dar Es Salaam. Elle a examiné les stratégies industrielles des deux pays, les structures industrielles à établir dans le cadre d'un programme bilatéral de coopération, et les programmes industriels communs. Les recommandations de cette commission serviront de base à la coopération industrielle entre les deux pays.

NIGERIA : CONFLITS SOCIAUX DANS L'AUTOMOBILE

Les travailleurs de l'automobile, secteur de création très récente au Nigéria ont engagé récemment des luttes pour leurs revendications de salaires et pour le respect des droits syndicaux. Au mois de septembre, les travailleurs de l'usine de montage Volkswagen de Lagos, ont fait grève pour la réintégration d'un délégué syndical licencié. Ils ont obtenu satisfaction après une semaine de grève. Une autre grève a eu lieu cette année à l'usine de montage Peugeot, créée, comme celle de Volkswagen en 1975.

LESOTHO : VERS UNE MONNAIE NATIONALE

Le Lesotho est un petit État, ancienne colonie britannique, complètement enclavé dans l'Afrique du Sud et totalement dépendant du point de vue économique de l'État raciste. Ce pays a cependant pris des mesures pour tenter de s'affranchir et prendre sa place dans la lutte de l'Afrique contre les régimes racistes. Ainsi, le Premier ministre du Lesotho a effectué, en août, une visite officielle au Mozambique où il a pris position contre le régime de l'apartheid. D'autre part, l'Assemblée nationale du Lesotho a adopté un projet de loi prévoyant la création d'une monnaie nationale, alors que pour le moment, le rand sud-africain est la monnaie légale du pays. Le 4

octobre, le Premier ministre du Lesotho a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle aide le Lesotho en cas de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud : «Notre vulnérabilité est claire, et, tandis que nous sommes prêts à faire un certain nombre de sacrifices pour le bien de nos frères, et de nos sœurs, des moyens devraient être trouvés par la communauté internationale pour garantir notre survie», a-t-il déclaré.

CENTRAFRIQUE : LES RIVALITÉS IMPÉRIALISTES

Un protocole de coopération a été signé le 2 octobre à Moscou entre l'agence Tass et l'agence de presse de «l'Empire centrafricain». Un accord prévoit également l'échange de «films télévisés, d'informations sur la vie des deux peuples, d'enregistrements musicaux et de programmes consacrés aux arts populaires» entre les deux télévisions. C'est essentiellement dans le domaine de la culture, de l'enseignement que l'URSS tente de développer son influence en Centrafrique.

D'autre part, l'attaché commercial de l'ambassade des USA a publié un rapport sur la position des États Unis dans l'économie centrafricaine. Les intérêts américains se trouvent principalement dans le secteur du diamant. Toutefois, une entreprise à capitaux américains, la SCED a dû cesser ses activités, le gouvernement lui ayant retiré ses privilèges tandis que les filiales de Mobil et Texaco étaient nationalisées. L'attaché commercial américain fait état de la difficulté pour les hommes d'affaires américains d'affronter la concurrence européenne notamment française.

ILE MAURICE : DÉNONCIATION DU PILLAGE SOVIÉTIQUE

M. Sectaram, ministre de la Pêche de l'île Maurice (Océan Indien) a déclaré qu'il demanderait la fermeture de l'ambassade d'URSS si les navires soviétiques continuaient à piller les bancs de pêche de Saya de Malha situés entre l'île Maurice et les Seychelles.

CADRE DE VIE

Salon national de la maison individuelle

Devenir propriétaire de sa maison : UN PIEGE POUR LA VIE

Pendant une quinzaine de jours, on a vu fleurir sur les guichets de toutes les banques des petits cartons d'invitation à un Salon de la Maison Individuelle. En parcourant les allées de ce salon, on relevait plus souvent les arguments publicitaires du type : «*Nous vous offrons les financements les plus avantageux*» que les traditionnels : «*La maison de vos rêves*», «*de vrais murs en vraies briques*»... Le décor est planté, sur le vieux thème : votre argent nous intéresse.

son individuelle, qui connaît une certaine vogue et reste encore le secteur le plus stable dans le domaine du logement : pas de baisse sensible et même mieux, depuis 76, plus d'un logement construit sur 2 est une maison individuelle.

Pour se faire une idée des sommes mises en jeu, il faut savoir que chaque maison construite fait rentrer dans les caisses des promoteurs, bien avant le démarrage du chantier, de 20 à 30 millions d'AF, dont ils disposeront à leur guise pendant plusieurs mois, voire années, puisque les travaux

les mois, soit 41 % de leur budget, et sans compter l'aménagement et les frais d'entretien, bien plus élevés quand on possède une maison individuelle ! Dans 15 ans, alors qu'ils seront près de la retraite, avec tous les aléas de l'emploi, il leur faudra encore payer les dernières mensualités, 3 900 F par mois, pour un logement devenu inadapte pour eux deux restés seuls. Autant dire que ce couple ne s'engagera pas dans une telle aventure. Les promoteurs annoncent que la moyenne des revenus de leurs clients est de 5 000 F par mois ; en fait de moyenne, il doit plutôt s'agir du seuil de rentabilité que se fixent les promoteurs. Mais même avec ce salaire, devenir propriétaire de sa maison constitue un sacré piège, et pour la vie.

Par Nicolas GUILLOT

La maison individuelle, le rêve de 2 Français sur 3 ?...

...ou plutôt un formidable miroir aux alouettes pour racketter les économies des travailleurs



Pourtant, derrière leur sourire commercial, promoteurs et banquiers de l'immobilier laissent échapper quelques grincements de dents. Barre à bien appelé les Français à investir le peu d'épargne qu'ils peuvent encore faire, mais à l'investir dans l'industrie, à la faveur de la réforme de l'actionariat ; ce qui n'arrange pas les affaires des professionnels de l'immobilier, qui drainaient jusqu'à présent l'essentiel de l'épargne. C'est dans le même esprit que la nouvelle réforme gouvernementale des prêts à la construction, qui deviennent beaucoup plus rares et chers qu'autrefois, ne va certainement pas redresser la tendance générale à la baisse du nombre de logements mis en chantier, 420 000 en 78 contre 550 000 en 74. Significatif de cette grogne, le mépris affiché par les ténors du pouvoir pour le Colloque qui accompagnait ce salon : Guichard se désiste au dernier moment, et le ministre d'Ornano, qui devait présider un débat d'après-midi, ne fera finalement qu'une brève apparition de trois quarts d'heure...

C'est pourquoi les professionnels de la finance du logement ont voulu faire de ce salon un grand coup de publicité pour attirer les clients. Ils ont choisi le thème de la Mai-

ne sont définitivement réglés aux entreprises que bien après la fin du chantier. Quant aux sociétés de Crédit immobilier, sur un prêt de 20 millions, elles en récupéreront, au fur et à mesure des rentrées de mensualités, environ 55 millions... Multiplions tout ça par 255 000 maisons mises en chantier en 1978. C'est peut-être, et provisoirement, moins juteux qu'autrefois, mais ça paye encore pas mal !

«*Une maison pour tous les budgets*», «*Devenir propriétaire revient moins cher que d'être locataire*» annoncent-ils. A voir ! Supposons qu'un couple avec 2 enfants, qui gagne 400 000 F par mois, suive leurs conseils et veuille faire construire une modeste maison de 5 pièces. Il lui faudra payer le terrain, la construction et tout un tas de frais annexes, soit au moins 28 millions. Sur cette somme, ils devront faire un apport personnel (3 à 4 millions) donc d'abord les trouver. S'ils y arrivent, ils obtiendront vraisemblablement un PAP et un prêt conventionné complémentaire. Dès la première année, ils devront rembourser 1 900 F par mois ! Sans doute obtiendront-ils une APL (royalement 235 F par mois). Ils devront donc déboursier pour leur maison 1 665 F tous

Maison individuelle ou appartement collectif ?

De nombreux travailleurs aspirent à vivre dans une petite maison. Sans suivre les promoteurs qui prêtent ce désir à 2 Français sur 3, il y a là sans doute une réalité objective. Réalité dont la classe bourgeoise au pouvoir a toujours su tirer parti pour développer sa politique. Avant guerre, ce furent les cités ouvrières bâties autour des usines et qui liaient, sans possibilité d'y échapper, les ouvriers au patron, à ses magasins, ses églises, ses écoles...

Avec le mythe de la société de consommation, ce fut un moyen privilégié pour inciter à l'achat de l'équipement ménager, de la voiture souvent in-

dispensable dans les vastes cités d'individuels... ; on dépense plus pour «sa» maison que pour un logement que l'on quittera dans un ou 2 ans. Aujourd'hui la conception à la mode des villages d'individuels, avec chacun son petit jardin, son petit atelier de bricolage, sa petite barrière... peut-être un moyen pour refermer la famille sur elle-même, empêcher les travailleurs de se préoccuper des problèmes de l'usine.

De plus, il est certain que la construction d'une maison individuelle coûte plus cher que celle de logements collectifs en voirie, transports, chauff-

page... Néanmoins, il n'en reste pas moins vrai que c'est le logement traditionnel d'une bonne partie des travailleurs, ceux de la campagne ; que certaines formes d'habitat individuel, dans les villages ou dans les courées du Nord par exemple n'ont jamais freiné, au contraire, une réelle solidarité des travailleurs. D'autres exemples, ceux qui ont vu le film «*Comment Yukong déplaça les montagnes*» ont pu le constater, montrent comment, dans une autre société, les travailleurs peuvent s'emparer de la maison individuelle dans le sens de leurs intérêts. Habitat individuel ou collectif, la question reste ouverte.

LA «DEFENSE» EN FAILLITE ?

Un Conseil Interministériel s'est tenu lundi dernier, pour statuer sur l'avenir de l'ex-projet de prestige : la Défense. En effet, la situation depuis 2 ans est catastrophique : l'EPAD (établissement public chargé de l'aménagement de la Défense) connaît un déficit de près d'un milliard de francs. La raison vient de la stagnation du projet depuis 1975 : (stock de bureaux vides, défection de deux grands magasins...).

D'où les décisions prises lundi. Loin de remettre en cause le projet initial de 1972, comme beaucoup s'y attendaient, le gouvernement a décidé de consacrer des sommes importantes pour compléter l'aménagement de la ligne de métro numéro 1, finission de la A 14 etc.

De plus, l'Etat incitera les sociétés à venir s'y installer en montrant lui-même l'exemple. Il est prévu d'y installer une partie du ministère de l'Environne-

ment et du Cadre de vie.

C'est donc là, un pari sur la reprise en même temps qu'une révision profonde du projet initial. Du futur quartier d'affaires européen qu'il devait devenir, il est plutôt question d'en faire le pôle parisien de toute l'activité tertiaire en se basant sur la décision de ne plus autoriser de constructions de bureaux à Paris intra-muros.

De ce côté-là donc, il y a continuité dans un aménagement urbain de plus en plus découpé par secteurs d'activités, aggravant ainsi les problèmes de transport et pris en mains directement par l'Etat au profit des grandes sociétés.

LIBERATION DES LOYERS

Un comité interministériel a décidé la libération des loyers non soumis à la loi de 1948. En même temps on parle d'exclure une nouvelle tranche de logements du bénéfice de la loi de 1948, qui bloquait les loyers de tous les logements construits avant

1948. Pour les loyers, comme pour les prix, il faut s'attendre, au lendemain de la libération, le 1^{er} janvier prochain, à des hausses importantes.

C'est ce qu'a reconnu le gouvernement à ce Conseil en menaçant les propriétaires trop intempestifs. Mais les menaces sont restées vagues. Par contre, la libération des loyers est confirmée.

ELECTIONS HLM

Les locataires de logements HLM sont appelés à élire leurs représentants aux Conseils d'administration des organismes HLM et ceci pour la première fois. On saisit tout le sens «social» de cette mesure quand on sait que les représentants des locataires constitueront moins de 10 % des Conseils d'Administration, les autres membres étant des personnalités désignées par les municipalités, les Préfets et d'autres organismes gouvernementaux.

VIOLENTES RÉACTIONS DE LA DROITE ET DU PS AUX DÉCLARATIONS DE GUIRINGAUD

De Guiringaud a soulevé une véritable tempête sur les bancs de l'Assemblée nationale lorsque furent connus ses propos sur la situation au Liban. Rarement l'énoncé d'une évidence, à savoir que les milices de Chamoun sont un prolongement d'Israël au Liban et d'une vérité, que Chamoun a depuis plusieurs semaines entretenu et développé la tension qui a débouché sur les pilonnages syriens des dernières semaines n'aura soulevé une telle nuée d'invectives. Sur les bancs de la majorité on entendit même des cris «*De Guiringaud démission*» et le RPR Le Tac eut ce mot «*des déclarations qui ressemblaient au crachat du soldat romain au visage du Christ*».

Le CDS affirme «*quelles que soient les responsabilités, la riposte syrienne a largement dépassé les limites de l'acceptable*». Le PS se montra aussi virulent en qualifiant la déclaration d'«*incohérente ambiguë et intempestive*». L'invective chiraquienne, la réaction du CDS, les clameurs du PS ont en

Commentant les travaux de la conférence inter-arabe de Beit El Dine, De Guiringaud, a souligné les efforts déployés par les pays arabes pour permettre à la FAD de neutraliser les milices chrétiennes «*afin qu'elles renoncent à un combat qui n'a plus de sens, qui n'est pas soutenu par la population chrétienne et qui ne peut déboucher que sur un parta-*

ge dont l'immense majorité des chrétiens ne veut pas». Le ministre français des Affaires étrangères s'en est pris violemment aux milices fascistes qui ont déclenché les combats : «*Ce sont les milices chrétiennes, et en particulier celles de M. Chamoun, qui portent la responsabilité principale des événements tragiques de Beyrouth au cours des*

commun leur absence d'arguments à opposer aux vérités énoncées par De Guiringaud.

A l'étranger hors de Tel Aviv et du QG de Chamoun aucune réaction n'est venue démentir les propos de De Guiringaud qui paraissent plutôt avoir dit ce que pensait nombre de chancelleries, notamment la Maison Blanche, dont le souci comme celui de De Guiringaud serait d'éviter le développement au Liban d'une situation incontrôlée du fait des milices, menaçant la poursuite des négociations égypto-israéliennes d'une part, contribuant à souder les rangs des pays arabes d'autre part.

Ainsi les pays occidentaux dans leur souci de maintenir un statut qu'au Liban paraissent soutenir les décisions prises par la réunion des pays arabes sur le Liban : maintien de la Force arabe de dissuasion dans sa composition actuelle, essentiellement syrienne, et action pour empêcher la poursuite des actions conjointes israélo-fascistes.

deux dernières semaines. Il est vrai que les Syriens ont réagi très durement, mais (...) nous savions depuis le début de septembre qu'elles (les milices chrétiennes) avaient l'intention de déclencher dans le courant de septembre ou début octobre une attaque contre les forces syriennes». De Guiringaud a également insisté sur la collaboration étroite qui existe entre Israël et les milices fascistes, notant toutefois qu'Israël tout en s'opposant à la Syrie par milices fascistes interposées ne peut se permettre d'intervenir directement au Liban sans risque de compromettre les négociations de paix avec l'Égypte.

Déjà, il y a quelques jours la France avait proposé un plan de «*réglément*» au Liban, peu après que la proposition américaine de conférence sur le Liban, ait été écartée par la Syrie, le Liban et l'OLP. Ce plan visait à la mise en place d'une «*force d'interposition*» (composée d'éléments de l'armée libanaise de toutes confessions) destinée à séparer les parties en présence. La contribution importante, aux forces de l'ONU (FINUL) dans le sud du Liban, au lendemain de l'invasion sioniste, avait déjà souligné cette volonté du gouvernement français

de jouer un rôle dans l'évolution de la situation au Liban, et plus généralement au Proche Orient.

La déclaration française se situe dans cette ligne de conduite, visant à affirmer une position originale de la France.

En condamnant les menées israélo-fascistes au Liban, contre lesquelles se mobilisent les pays arabes, la position française pourrait constituer un pont entre les pays occidentaux et l'ensemble des pays arabes qui s'opposent à Camp David. Les États-Unis notamment, se sont gardés d'apporter un appui à Chamoun, alors qu'ils entretiennent avec celui qui les fit débarquer au Liban en 1958 des liens étroits et anciens. La plus grande liberté de manœuvre dont dispose l'impérialisme français lui permet de s'engager plus que les USA dans l'affaire du Liban.

L'impérialisme français pourrait espérer retrouver aux yeux des pays arabes son image d'interlocuteur privilégié au sein des pays occidentaux, et à l'égard des États-Unis, se faire reconnaître un rôle particulier alors que ceux-ci avaient éliminé de la scène du Proche Orient, tous leurs partenaires et amoindri leurs rivaux soviétiques.

Oullins (Rhône)

Manifestation contre PCUK

Depuis lundi soir, la production d'acroléine est suspendue à l'usine PCUK de Pierre Bénite à la suite du disjonctage d'une pompe annexe, le préfet ayant interdit toute remise en route de l'unité en cas d'arrêt, manœuvre tactique pour tenter d'apaiser la colère des travailleurs et des habitants. Mais cela ne durera certainement que quinze jours et il n'y a aucun doute que la direction de PCUK ne fera aucun investissement de sécurité et se contentera de procéder à quelques vérifications.

Les conclusions de l'enquête menée par le service des Mines et celle du CHS ne sont pas encore connues, bien que quelques indications existent.

De plus, quelques heures avant la manifestation des travailleurs de PCUK contre le trust pollueur, une nouvelle fuite de dioxyde de chlore, s'ajoutant aux nombreuses infiltrations et déversements depuis deux ans permet, s'il en était besoin, de mesurer une nouvelle fois tout le cynisme et le mépris de PCUK en matière de sécurité et de protection de l'environnement.

Malgré une pluie battante et avec la présence massive de cars de CRS, environ 400 travailleurs et habitants d'Oullins ont parcouru la grande rue pour montrer aux portes de l'usine PCUK, leur volonté de ne plus subir cette pollution mortelle et les nombreux risques et accidents qui découlent de l'acroléine. Des enfants du quartier, sérieusement touchés jeudi ouvraient, avec des pancartes, le cortège où de nombreuses banderoles réclamaient l'embauche d'effectifs et des mesures de sécurité.

Il faut souligner que toute la mobilisation n'a pas été faite. Seuls, une diffusion de tracts CGT-CFDT sur PCUK et un appel séparé du PCF. Le PCF, lui, est venu avec ses banderoles, ses mots d'ordre, ses positions, ses militants, dissuadant par ailleurs les habitants d'Oullins de venir à la manifestation sous prétexte de possibles bagarres avec les CRS !

Un tract de la section CFDT - PCUK titrant «*ni chômage, ni pollution, non au chantage du PCUK*» invite la population et les travailleurs de Pierre-Bénite «*à s'opposer par tous les moyens au redémarrage de cette fabrication*».

— tant que la maîtrise scientifique et technique du stockage, du transport et de la fabrication de l'acroléine ne sera pas effective, ce qui implique d'embaucher du personnel ;

— tant que les recherches médicales n'auront pas été menées pour traiter efficacement les intoxications et les brûlures par l'acroléine ;

— tant que la sécurité des travailleurs et de la population sera jugée insuffisante».

Jeudi soir à 18 h 30, au centre social de la Saulaie se tiendra une réunion où le film du CLISACT sur l'acroléine sera projeté, et permettra certainement que des initiatives concrètes en ce sens soient prises. Comme le disait un travailleur à la manifestation : «*Maintenant il faut s'organiser, tous ceux concernés et faire reculer PCUK. Nos vies en dépendent, et PCUK a trop longtemps fait régner sa loi. Oui, nous voulons vivre, non être asphyxiés ; et travailler au pays*».

Correspondant LYON

RECTIFICATIF

Dans le *Quotidien du Peuple* du 17 octobre page 5, le dernier paragraphe comporte un certain nombre d'erreurs d'imprimerie. Il fallait lire «*C'est aussi un bon herbicide et algicide (destructeur d'aigues) et un bon désinfectant des eaux. Il est aussi envisagé de s'en servir pour nettoyer les centrales nucléaires*».

Force arabe de dissuasion : réaffirmation du rôle des forces arabes

La réunion de Beit Ed Dine regroupant autour du président libanais Sarkis les représentants des sept pays arabes, Syrie, Arabie Séoudite, Koweït, Qatar, Emirats arabes, Soudan, Bahrein, qui participent depuis 1976 à la FAD, soit en y envoyant des troupes soit en la finançant, s'est achevée sur un communiqué.

Celui-ci réclame une application stricte et complète des résolutions des sommets de Ryad et du Caire qui avaient défini la mission de la FAD permettre «*l'unité du Liban, son indépendance, sa souveraineté ainsi que la sécurité de son territoire dans le cadre de son régime démocratique*» et créer les conditions pour «*l'exercice du pouvoir de l'Etat sur l'ensemble du territoire libanais et l'élimination de tous les obstacles qui entravent l'établissement d'un pouvoir central fort*». Les liens établis entre les fascistes et Israël, leur refus d'accepter les directives présidentielles sont ainsi condamnés sans équivoque. Aucune décision n'est indiquée dans le communiqué sur le prolongement du mandat de la FAD qui s'achève le 26 octobre.

Mobilisation inégale dans la sidérurgie

La grève décidée pour mardi dans le groupe Sacilor-Sollac devait être un point de départ pour une riposte de grande ampleur contre les licenciements. Dans l'ensemble, elle a été moins suivie que celle du 25 septembre, malgré quelques points forts comme Gandrange-Rombas et Hagondange. Deux raisons peuvent, dans une certaine mesure expliquer cette mobilisation inégale des sidérurgistes, malgré un vote majoritaire (en fait une courte majorité) en faveur de la grève dans tout le groupe.

— La grève du 25 septembre n'a pas été suivie d'au-

tres actions ; alors que cette journée avait vu une mobilisation relativement large des travailleurs, avec des piquets de grève, des barrages d'autoroute une bonne partie de la journée, le lendemain le travail a repris, il n'y a pas eu d'appel à poursuivre la lutte, surtout pas de perspectives concrètes.

— D'autre part, la décision de grève pour la journée du 17 a été prise par un vote à bulletins secrets, mis en place par l'intersyndicale à l'initiative de la CGT. Assurément, ce n'est pas le mode de consultation qui peut opérer une sensibilisation large des si-

dérurgistes, une mobilisation réelle des travailleurs.

Dans l'après-midi de mardi, un meeting intersyndical rassemblait à Hayange quelque 700 personnes sur la place de l'hôtel de ville. Les discours des dirigeants syndicaux étaient particulièrement creux ; à peine était-il fait mention de la journée de grève nationale dans la sidérurgie lancée par les syndicats pour le 19. La seule perspective offerte était de demander aux sections syndicales dans les boîtes de décider ou non de la poursuite de l'action.

Pour le 19, alors que se

tiendront des négociations entre les syndicats et Assimilor, il n'y a pas d'appel vraiment offensif, pas de manifestation de prévue pour l'instant.

Ce n'est certes pas avec d'aussi maigres perspectives que les sidérurgistes pourront s'opposer aux dizaines de licenciements prévus par le plan acier du gouvernement. Les travailleurs de Sacilor Gandrange-Rombas l'ont bien compris puisqu'ils ont décidé mardi la poursuite de la grève dans leur usine. Mercredi matin, elle se poursuivait toujours.

Corr. THIONVILLE

L'Association Médicale Franco-Palestinienne, l'Association de Solidarité Franco-Arabe, le Collectif National pour la Palestine et la Conférence Mondiale des Chrétiens pour la Palestine organisent, avec la participation de l'OLP et de la GUPS,

Le Samedi 21 octobre 1978, à 20 heures, Salle de la Mutualité, rue Saint Victor à Paris 5^e

UN MEETING :

«**Hommage du peuple français, à Ezzedine Kalak et Adnan Hamad**»

auquel elle vous invite cordialement à assister

Un film inédit sur la vie de Ezzedine Kalak sera projeté, réalisé par des cinéastes amis du peuple palestinien.